

IMF Survey

MONITEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Vigilance nécessaire pour renforcer les finances publiques

Bulletin en ligne du FMI
9 octobre 2012



Drapeaux de l'UE en face du siège de la Commission européenne à Bruxelles. Le FMI a demandé aux pays européens confrontés à la pression des marchés de poursuivre les réformes (photo: Theirry Tronnel/Corbis)

- Les pays continuent à bien progresser dans la réduction de leurs déficits budgétaires
- Le rythme de diminution de la dette publique est plus lent qu'après les récessions antérieures en raison de la gravité de celle que l'on vient de connaître et de la faiblesse de la reprise
- Les diverses mesures actuelles de redressement budgétaire vont dans le sens d'un renforcement des finances publiques à moyen terme

Beaucoup de pays avancés devront poursuivre pendant de longues années les efforts de réduction des dettes et des déficits pour que les ratios dette/PIB reviennent aux niveaux d'avant la crise.

Dans le dernier numéro de son Moniteur des finances publiques, le FMI fait observer que les déficits devraient s'amenuiser dans presque tous les pays avancés en 2012 et 2013 malgré la faiblesse de la croissance. Dans à peu près la moitié d'entre eux, les déficits budgétaires corrigés des effets cycliques seront moindres l'année prochaine qu'en 2007, avant le début de la crise.

« Les efforts de maîtrise de l'encours de la dette exigent plus de temps pour obtenir des résultats », a déclaré Carlo Cottarelli, Directeur du Département des finances publiques du FMI, qui a établi le rapport. « Le recul de la dette publique prend plus de temps qu'après les récessions précédentes, en raison surtout de la gravité de celle qui vient d'avoir lieu et de la mollesse de la reprise ».

Le rapport relève que, dans quelques cas, les taux d'intérêt élevés résultant des incertitudes entourant l'action des pouvoirs publics sont aussi en cause.

Le Moniteur des finances publiques du FMI est publié deux fois par an pour suivre les évolutions en ce domaine dans le monde. Des mises à jours trimestrielles sont publiées en janvier et en juillet.

Tenir les engagements

Dans un [discours](#) prononcé récemment à Washington, Christine Lagarde, Directrice générale du FMI, a rappelé aux gouvernements l'importance du respect des engagements de qui ont été pris.

Elle a prévenu que nombre des retombées de la crise risquaient de se pérenniser, notamment la lourdeur de la dette publique, qui atteint maintenant des niveaux jamais vus

depuis la deuxième guerre mondiale. « Dans de nombreux pays, au vu de la situation actuelle, l'ajustement budgétaire devra durer des années pour que l'on revienne aux niveaux d'avant la crise », a-t-elle déclaré.

Le Moniteur des finances publiques du FMI recommande aux grands pays, comme les États-Unis et le Japon, d'agir en temps utile pour dissiper les incertitudes entourant leur action. Les États-Unis devraient trouver rapidement les moyens d'éviter le « précipice budgétaire » — c'est-à-dire une très forte hausse des impôts et des réductions des dépenses discrétionnaires début 2013 — et relever la plafond de la dette fédérale. Parallèlement, le Japon devrait adopter un plan décisif de diminution de la dette publique comprenant de nouvelles réformes des recettes et des droits à prestation.

Trouver le bon équilibre

Selon le rapport, dans la plupart des autres pays avancés, il faut, à court terme, suivre une voie étroite permettant à la fois de renforcer les finances publiques et de soutenir la reprise.

Les pays confrontés aux pressions des marchés, en particulier en Europe, n'ont guère d'autre choix que de poursuivre les réductions de déficits programmées. Dans ceux qui ont plus de marge de manœuvre, les autorités devraient laisser jouer les stabilisateurs automatiques — par exemple, sous la forme d'une hausse de l'indemnisation du chômage et de l'aide sociale — et tolérer un déficit supérieur si la croissance devait ralentir.

Au cas où la croissance s'avérerait sensiblement inférieure aux prévisions actuelles des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, il faudrait que les pays disposant d'une marge de manœuvre lissent l'ajustement programmé en 2013 et au-delà.

Certains pays émergents peuvent suspendre l'assainissement

Les ratios dette/PIB ont culminé plus tôt dans les pays émergents et ont diminué l'année dernière dans près de 60 % de ces pays — un redressement beaucoup plus rapide qu'après les récessions antérieures. Comme beaucoup de ces pays et de pays à faible revenu ont des déficits et des dettes inférieurs à ceux de la plupart des pays avancés, il leur est possible d'interrompre leur assainissement jusqu'à une amélioration des perspectives mondiales.

Néanmoins, les situations sont très variables selon les pays et certains pays émergents doivent encore faire des progrès pour reconstituer des marges de manœuvre budgétaires. Dans la Fédération de Russie, les objectifs à moyen terme devraient être plus ambitieux compte tenu de l'exposition à la volatilité des prix du pétrole. La Turquie, qui fait face à un déficit courant élevé, doit aussi adopter une démarche plus ambitieuse. Dans des pays comme l'Égypte, l'Inde, la Jordanie et le Pakistan, des coupes dans les principales subventions et une augmentation des recettes sont nécessaires pour contenir le déficit.

Le rapport relève aussi la diversité des situations parmi les pays à faible revenu, où d'ambitieux projets d'investissements contribuent souvent à la hausse des ratios d'endettement. On s'attend aussi à un gonflement des déficits dans la plupart de ces pays du fait de la conjonction du ralentissement de la demande externe et du poids croissant des subventions à l'alimentation et à l'énergie.

Équité sociale et emploi

Le rapport recommande que les plans budgétaires soient établis de façon à favoriser l'[équité sociale](#) et à réduire le [chômage](#) de longue durée. Ainsi, les coupes dans les transferts généralisés devraient s'accompagner d'une amélioration des mécanismes de protection sociale ciblés. En outre, des politiques fiscales et sociales mieux conçues pourraient réduire le chômage et accroître l'offre de travail, tandis que l'équité pourrait bénéficier de la lutte contre l'évasion fiscale, dont l'objectif est de veiller à ce que chacun paie sa juste part.

Dans les pays émergents et les pays à faible revenu, la possibilité pour la politique budgétaire de soutenir l'emploi est moindre en raison des problèmes administratifs, de l'existence d'un important secteur informel et de la portée limitée des programmes de prestations sociales. Dans ces situations, le FMI recommande de donner la priorité à la création de mécanismes de protection sociale bien ciblés et bien conçus, qui s'appuient sur des sources de financement solides et sur des moyens administratifs adéquats.

Les perspectives budgétaires restent fragiles

Malgré des progrès substantiels en matière de réduction des déficits, le rapport constate que de sérieuses faiblesses budgétaires subsistent.

Dans les pays avancés, la persistance d'un haut niveau d'endettement, à laquelle s'ajoutent souvent des problèmes à moyen terme non résolus, comme la réforme des [retraites](#) et du [système de santé](#), expose les budgets à des chocs sur les marchés.

Une croissance inférieure aux prévisions dans les pays avancés et les pays émergents affaiblirait la situation budgétaire et compliquerait la dynamique de la dette de beaucoup de pays.

Ces derniers mois, les taux d'intérêt ont été globalement stables dans les pays émergents, mais, dans plusieurs cas, les prévisions budgétaires font l'hypothèse d'une baisse des taux. Dès lors, la situation budgétaire de ces pays pourrait être moins bonne que prévu si le recul des taux d'intérêt ne se concrétisait pas.